



**N° Consultation SC3044**

**Etablissement Français du Sang**

20, avenue du Stade de France  
93218 LA PLAINE SAINT DENIS

**PRESTATIONS DE TRANSPORT DE PRODUITS  
BIOLOGIQUES, MATERIELS,  
CONSOMMABLES ET AUTRES, SANS TEMPERATURE  
DIRIGEE**

Appel d'offres ouvert

Articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1 et R.2124-2 1° du code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES  
(CCAP)**

## SOMMAIRE

<b>1. DEFINITIONS .....</b>	<b>4</b>
<b>2. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC .....</b>	<b>4</b>
<b>3. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
3.1. MODE DE PASSATION DU MARCHÉ PUBLIC .....	5
3.2. MARCHÉ SANS PUBLICITÉ NI MISE EN CONCURRENCE PRÉALABLE POUR LA RÉALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	5
3.3. MODE DE DEVOLUTION DU MARCHÉ PUBLIC.....	5
3.4. FORME DU MARCHÉ PUBLIC.....	5
3.5. ESTIMATION DU MARCHÉ PUBLIC .....	6
3.6. DURÉE DU MARCHÉ PUBLIC.....	6
3.7. LANGUE D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC.....	6
3.7.1. Principe.....	6
3.7.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat.....	6
3.7.3. Défaut de recours à un interprète.....	6
<b>4. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC .....</b>	<b>6</b>
<b>5. EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC .....</b>	<b>7</b>
5.1. DÉVELOPPEMENT DURABLE .....	7
5.1.1. Obligations environnementales .....	7
5.1.2. Clause d'insertion sociale .....	8
5.2. MODALITÉS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE DONNANT LIEU À L'ÉMISSION DE BONS DE COMMANDE .....	11
5.2.1. Émission des bons de commande.....	11
5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande .....	11
5.2.3. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire .....	11
5.2.4. Conditions d'enlèvement et de livraison .....	12
5.2.5. Obligation de conseil et d'alerte .....	12
5.2.6. Pertes et avaries.....	12
5.2.7. Retard .....	12
5.2.8. Personnels intervenant au nom du Titulaire.....	12
5.3. VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	13
5.3.1. Vérification à la livraison sur la base du bordereau de transport .....	13
5.3.2. Admission .....	13
5.4. PÉNALITÉS.....	13
5.4.1. Pénalités de retard.....	13
5.4.2. Pénalités pour mauvaise exécution.....	14
5.4.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat .....	14
5.5. SOUS-TRAITANCE AU SENS DES ARTICLES L.2193-1 À L.2193-14 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE.....	14
5.5.1. Si le Titulaire a la qualité de transporteur .....	14
5.5.2. Si le Titulaire a la qualité de commissionnaire de transport.....	15
<b>6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC .....</b>	<b>16</b>
6.1. RÉUNIONS DE SUIVI .....	16
6.2. RELATIONS ENTRE LES PARTIES .....	16
6.3. CONFIDENTIALITÉ .....	17
6.3.1. Obligations du Titulaire.....	18
6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations .....	18
<b>7. MODIFICATIONS DU MARCHÉ PUBLIC .....</b>	<b>18</b>
7.1. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE .....	18
7.2. CLAUSE DE REEXAMEN .....	19
7.3. SUSPENSION DU MARCHÉ EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPRÉVISIBLES .....	20
7.4. ÉVOLUTIONS ADMINISTRATIVES .....	20
7.5. ÉVOLUTIONS TECHNOLOGIQUES.....	20
<b>8. DÉFAILLANCE DU TITULAIRE .....</b>	<b>20</b>
<b>9. RÈGLEMENT FINANCIER DU MARCHÉ .....</b>	<b>20</b>

9.1. CARACTERE ET CONTENU DES PRIX .....	20
9.2. FORME ET EVOLUTION DES PRIX .....	21
9.3. ARRONDI .....	22
9.4. AVANCE .....	22
9.5. MODALITES DE FACTURATION ET DE REGLEMENT .....	22
9.5.1. Facturation .....	22
9.5.2. Dématérialisation des factures .....	23
9.5.3. Délai global de paiement .....	23
9.5.4. Suspension du délai global de paiement .....	24
9.5.5. Intérêts moratoires .....	24
9.5.6. Nantissement et cession de créance .....	24
9.5.7. Renseignement d'ordre comptable .....	24
<b>10. RESPONSABILITE - ASSURANCES .....</b>	<b>25</b>
10.1. ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE .....	25
10.2. ASSURANCE « AD VALOREM » .....	25
<b>11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE) .....</b>	<b>26</b>
11.1. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL .....	26
11.2. RESILIATION AUX TORTS ET AUX GRIEFS DU TITULAIRE .....	26
11.3. RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE .....	27
11.4. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....	27
<b>12. LITIGES .....</b>	<b>27</b>
<b>13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE .....</b>	<b>27</b>

## 1. DEFINITIONS

**AE** : Acte d'engagement

**CCAG FCS** : Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services

**CCTP** : Cahier des clauses techniques particulières

**CCAP** : Cahier des clauses administratives particulières

**Comptables assignataires** : Les Agents Comptables secondaires des Etablissements locaux de l'EFS, et l'Agent Comptable Principal pour le siège

**EFS** : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'outre-mer

**ETS** : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

**Marché public** : Accord-cadre à bons de commande

**Pouvoir adjudicateur** : L'Etablissement Français du Sang (EFS)

**Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)** : le Président de l'EFS, ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

**Services** : Transport national de produits biologiques, matériels, consommables et autres dont les prestations sont décrites au CCTP.

**Sous-traitant au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique** : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été acceptée et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement

**Sous-traitant au sens de l'article L.3224-1 du code des transports** : Personne physique ou morale exécutant certaines prestations de transport prévues au marché, conformément à l'article L.3224-1 et le 1° de l'article L. 1411-1 du code des transports.

**Titulaire** : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public

## 2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché public a pour objet le transport national et régional de produits biologiques, matériels, consommables, et autres, pour le compte des 10 ETS métropolitains de l'EFS dans les conditions décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Les transports se feront sans température dirigée avec un emballage, si nécessaire isotherme, fourni par l'EFS.

Le présent CCAP définit les conditions administratives d'exécution des prestations.

### 3. DISPOSITIONS GENERALES

#### 3.1. Mode de passation du marché public

Le marché public est engagé sous forme d'une procédure formalisée, en l'occurrence une procédure d'appel d'offres ouvert, conformément aux articles L.2124-1, L.2124-2 ainsi qu'aux articles R.2124-1 et R.2124-2 1° du code de la commande publique.

#### 3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions des articles L.2122-1 et R.2122-7 du code de la commande publique.

#### 3.3. Mode de dévolution du marché public

Le marché public est scindé en 2 lots, chaque lot donnant lieu à un marché public, conformément aux dispositions des articles L.2113-10 du Code de la commande publique :

- Lot 01 : Transport routier express (France et Europe pays limitrophes) ;
- Lot 02 : Transport par rail (TGV – France).

#### 3.4. Forme du marché public

Le marché public issu de la présente consultation constitue un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, conformément à l'article L.2125-1 1° ainsi qu'aux articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

Cet accord-cadre est mono-attributaire.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles.

L'accord-cadre est conclu comme suit :

- Avec seulement un maximum fixé en montant (article R.2162-4 2° du code de la commande publique) :

Lots	Maximum (en valeur sur la durée totale)
1	1 220K €
2	890K €

Le Titulaire est engagé à concurrence des valeurs maximales.

### 3.5. Estimation du marché public

- ✓ Lot 1 : Transport Express (France et Europe pays limitrophes) : **489K € HT**
- ✓ Lot 2 : Transport par rail (TGV uniquement – France) : **356K € HT**

Les estimations renseignées ci-dessous incluent toutes les prestations prévues au marché public. Elles sont dépourvues de caractère contractuel.

### 3.6. Durée du marché public

Le marché public prend effet à compter du 28/01/2027 ou de sa date de notification si elle est postérieure, pour une durée ferme de 24 mois.

A l'issue de la première période contractuelle, le marché public est reconductible tacitement 2 fois pour une période de 12 mois, selon les dispositions du CCAP.

Si le RPA décide de ne pas reconduire le marché, il en informe par écrit le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard 2 mois avant l'échéance.

Le Titulaire ne pourra renoncer à la reconduction notifiée par l'EFS.

### 3.7. Langue d'exécution du marché public

#### 3.7.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

#### 3.7.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

#### 3.7.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

## 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) ;

- L'annexe financière à l'acte d'engagement (BP) ;
- Le présent CCAP et son annexe :
  - Annexe 1 - Protection des données RGPD.
- Le CCTP et ses annexes :
  - Annexe 1 – Empreinte Carbone – (Lot 1) ;
  - Annexe 2 – Interlocuteurs EFS National – (Lot 1 & 2) ;
  - Annexe 3 – Flux EFS 2025 – Transport routier – (Lot 1) ;
  - Annexe 4 – Flux EFS 2025 – Transport rail – (Lot 2) ;
  - Annexe 5 – Matrice horaires TGV – (Lot 2) ;
  - Annexe 6 – Sites de livraison.
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Proposition technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

## 5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

### 5.1. Développement durable

#### 5.1.1. Obligations environnementales

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'EFS, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des fournitures objet du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Le Titulaire respecte également les obligations environnementales suivantes :

- |   |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• la réduction des prélèvements des ressources ;</li> <li>• la composition des produits et notamment leur caractère écologique / non polluant / toxique ;</li> <li>• les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;</li> </ul> |
|---|

- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- la réduction des impacts sur la biodiversité ;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

## 5.1.2. Clause d'insertion sociale

### 5.1.3.1. Clause sociale d'insertion obligatoire

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

L'ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé d'inclure dans le cahier des charges des lots 1 et 2 de la présente consultation une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

Le Titulaire s'engage à promouvoir, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché, l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion dans les conditions précisées dans le présent article.

### 5.1.3.2. L'engagement d'insertion

Le pouvoir adjudicateur, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions des articles L. 2112-2 et R2152-7 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire.

Le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles. Le titulaire s'engage à réaliser au minimum le nombre d'heure d'insertion ci-dessous :

N° de lot	Désignation du lot	Nombre estimé d'heures en insertion (durée ferme du marché, 24mois)	Nombre d'heures obligatoire en cas de reconduction du marché (2 x 12 mois)
Lot 1	Transport routier express (France et Europe pays limitrophes)	385h	190h
Lot 2	Transport par rail (TGV uniquement – France)	225h	110h

### 5.1.3.3. Les publics visés

L'éligibilité de chaque bénéficiaire est validée en amont par le chargé de mission facilitateur désigné ci-après.



#### 5.1.3.4. Les modalités mises en œuvre

Cela consiste, pour l'attributaire retenu, à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion réalisée selon l'une des modalités définies ci-dessous :

**\*1<sup>ère</sup> modalité** : le recours à la sous-traitance ou à la co-traitance avec une entreprise d'insertion ou une entreprise adaptée

**\*2<sup>ème</sup> modalité** : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du marché

**\*3<sup>ème</sup> modalité** : la mise à disposition de salariés (l'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une entreprise de travail temporaire, d'une association intermédiaire)

**\*4<sup>ème</sup> modalité** : le recours à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification

Les missions identifiées pour le déploiement de cette clause sociale d'insertion pourraient être : la logistique de préparation et de conditionnement de colis, l'appui administratif à la facturation et au suivi de marché.

Dès notification du marché, le Titulaire devra prendre contact avec le facilitateur désigné afin de définir les modalités d'application de la clause d'insertion et le profil du ou des bénéficiaires.

\*fournir, à titre indicatif, la liste des opérateurs de l'insertion par l'activité économique concernés par le marché.

#### 5.1.3.5. Le dispositif d'accompagnement des entreprises

L'entreprise titulaire est engagée à réaliser le bon nombre d'heures d'insertion sur la durée du marché. Néanmoins, afin de faciliter la mise en œuvre de cette démarche d'insertion, L'ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG a mis en place un dispositif d'accompagnement et d'assistance aux entreprises. Toutefois, l'entreprise titulaire reste seule responsable de son obligation vis-à-vis du maître d'ouvrage.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur désigné ci-après, dont l'intervention et la mission sont précisées à l'article 4.1.3.5 du CCAP.

L'EFS a mis en place une assistance spécifique qui doit permettre aux entreprises qui le souhaitent d'être accompagnées dans la bonne compréhension et la mise en œuvre de ce dispositif.

Le chargé de mission facilitateur clause sociale que les entreprises désireuses d'obtenir des informations doivent contacter est :

Monsieur Alioune MBAYE

Chargé de mission emploi-formation/ Facilitateur des clauses sociales

E-mail : [alioune.mbaye@plainecommune.fr](mailto:alioune.mbaye@plainecommune.fr)

Téléphone : 07.88.51.00.36

Le facilitateur intervient en appui technique et joue le rôle d'interface entre les publics, les intermédiaires de l'emploi, les entreprises et l'EFS.

Pendant le marché, son action consiste à :

- Expliquer aux entreprises candidates (en amont) ou attributaires (en aval) les modalités de mise en œuvre des clauses sociales ;
- Mettre en relation les partenaires emploi et les entreprises selon les modalités choisies ;
- Valider les profils des bénéficiaires entrant dans le dispositif des clauses sociales ;
- Suivre l'évolution des engagements d'insertion des entreprises ;

#### **5.1.3.6. Le contrôle de l'action d'insertion**

Dès notification, le Titulaire prend contact avec le facilitateur désigné, au plus tard 30 jours calendaires suivant la notification du marché, afin de définir conjointement les profils des bénéficiaires et les modalités opérationnelles.

Ces engagements sont contractualisés à l'AE et font l'objet d'un suivi trimestriel par le facilitateur de la clause sociale de l'E.P.T. Plaine Commune.

Au-delà de l'obligation d'exécution, l'EFS demande aux soumissionnaires de valoriser la méthodologie de leur politique sociale. L'analyse de l'offre prend en considération la performance en matière d'insertion professionnelle.

L'entreprise titulaire adressera au facilitateur désigné, au terme de chaque trimestre d'exécution du marché :

- Les renseignements relatifs aux embauches effectuées directement ou indirectement par la copie de toutes les feuilles de paye ou certificats de sous-traitance ou certificats de mise à disposition de personnel en cas de recours à une E.T.T. ou E.T.T.I ou A.I ou G.E.I.Q.
- L'absence ou le refus caractérisé de transmission de ces renseignements peut entraîner l'application de pénalités prévue à l'article 4.5 du présent CCAP.
- En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer le maître d'ouvrage par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.
- Au terme du marché, un bilan fait état du résultat de la mise en œuvre de la clause d'insertion. Ce bilan, réalisé par le facilitateur et transmis au pouvoir adjudicateur, mentionne le nombre d'heures d'insertion effectivement réalisé dans le cadre du marché.
- Le Titulaire doit, dès leur survenance, informer l'EFS par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement.
- Dans ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.
- A l'issue de l'exécution du marché, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion ;
- En cas de manquement grave du titulaire à son engagement d'insertion, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché.

## 5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

### 5.2.1. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis soit annuellement soit à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Services concernés ;
- Le prix unitaire contractuel HT des Services ;
- L'assurance ad valorem (le cas échéant) ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le lieu de livraison et la date d'exécution souhaitée :
  - En cas de commandes annuelles, ces données sont fournies à titre indicatives ;
  - En cas de commandes standard, ces données sont contractuelles ;
- Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des Services.

### 5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 2 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de 4 mois à compter de la date d'échéance du marché public.

Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

### 5.2.3. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire

Le RPA se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour l'acquisition de Services prévues au présent marché public et ce, sous certaines conditions alternatives déterminées ci-après :

- Soit en cas de défaillance du Titulaire en place, pour toutes les prestations prévues au présent marché public, à l'effet d'assurer et garantir une continuité dans l'exécution des prestations, et pour un montant total de commande(s) ne pouvant atteindre ni excéder 40 000 euros HT.

- Soit hors le cas d'une défaillance du Titulaire, pour toutes les prestations prévues au présent marché public, pour un montant total de commande(s) ne pouvant atteindre ni excéder 20 000 euros HT.

#### 5.2.4. Conditions d'enlèvement et de livraison

Les modalités d'enlèvement et de livraison des produits transportés par le titulaire sont définies et explicitées à l'article 7 du CCTP.

#### 5.2.5. Obligation de conseil et d'alerte

**Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil, d'alerte et de recommandations vis-à-vis de l'EFS, ainsi qu'à une obligation de mise en garde.** Il est tenu d'alerter l'EFS en cas de situations susceptibles d'interrompre la continuité du service telles que les conditions météorologiques, les manifestations sociales bloquant le réseau routier, l'état du trafic ou les travaux sur les réseaux routiers. Face à ces situations exceptionnelles, le Titulaire est tenu de proposer des recommandations à l'EFS afin d'assurer la continuité du service.

Ces obligations s'appliquent pendant toute la durée d'exécution du marché public.

Le Titulaire s'efforcera de conseiller et de proposer à l'EFS les mesures lui apparaissant souhaitables pour assurer la continuité du service.

Il est rappelé que **seul l'EFS décide au final des mesures de continuité du service à prendre** ; dans l'hypothèse où l'EFS s'appuie sur les recommandations du Titulaire, celui-ci répond de toutes les conséquences préjudiciables qui en résulteraient.

Par ailleurs, le **Titulaire informe l'EFS de toute difficulté au fur et à mesure où elles sont rencontrées** ou dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution du marché public.

#### 5.2.6. Pertes et avaries

**Le Titulaire est tenu pour responsable des pertes et avaries constatées lors de la livraison** et cette présomption subsiste tant qu'il n'a pas été rapporté la preuve certaine que le dommage provient du vice propre de la marchandise, de la force majeure ou d'une faute de l'expéditeur.

Le Titulaire s'exonère également en démontrant que le dommage existait déjà au moment de la prise en charge.

#### 5.2.7. Retard

Seule la faute de l'expéditeur ou un cas de force majeure peuvent dégager le transporteur de la responsabilité d'un retard.

A défaut, les pénalités prévues à l'article 5.3 du présent CCAP sont applicables de plein droit.

#### 5.2.8. Personnels intervenant au nom du Titulaire

Les personnels du Titulaire ou du sous-traitant dûment déclarés par le Titulaire et acceptés par le RPA sont seuls autorisés à exécuter les prestations prévues au présent marché public.

Le RPA signale au Titulaire tout manquement grave, dûment constaté, de son personnel d'intervention et peut lui demander le remplacement.

### 5.3. Vérification et admission des prestations

Sous réserve des stipulations prévues au présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS.

#### 5.3.1. Vérification à la livraison sur la base du bordereau de transport

Les opérations de vérification portent sur les points suivants :

1. Contrôle visuel du colis (fuites, ouvert, cassé, etc.) ;
2. Contrôle et corrélation des documents (bordereau de livraison – lettre de voiture) ;
3. Contrôle du délai d'acheminement du colis ;

En cas de prestation non conforme, l'EFS pourra appliquer une réfaction sur facture correspondant au montant des prestations non conformes. Le Titulaire pourra également être redevable du prix des produits perdus.

La réfaction susvisée consiste en une réduction de prix selon l'étendue des non-conformités constatées.

#### 5.3.2. Admission

Par dérogation à l'article 30.1 CCAG-FCS, le délai d'admission est à minima six jours.

Par dérogation à l'article 30.3 CCAG-FCS, la non-conformité d'une prestation entraîne son rejet automatique après constat contradictoire des parties. Le Titulaire est responsable de l'ensemble des conséquences induites par la non-conformité avérée d'une prestation.

### 5.4. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

#### 5.4.1. Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais maximaux fixés dans le marché public à compter du premier jour calendaire de retard et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de retard au regard des engagements pris à exécuter les prestations conformément au présent CCAP, les pénalités suivantes sont applicables :

- ✓ Non enlèvement du colis : Pénalité au montant du transport facturé, si non enlèvement le jour prévu,

- ✓ Non-respect du délai de livraison : Montant du transport facturé dans une limite de 50 € applicable.
- ✓ Non-respect des normes (chauffeur non habilité ou véhicules non conforme aux spécificités du marché public) : Montant du transport facturé et pénalité forfaitaire de 100 €.

#### 5.4.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de 100 euros par manquement constaté.

A titre d'exemple, sont considérés comme des manquements pour cause de mauvaise exécution (liste énumérative et non limitative) :

- non communication des documents exigés dans le marché public et nécessaires à l'activité de l'EFS,
- réponse à une demande de chiffrage dans le cadre d'un projet d'avenant émanant du pouvoir adjudicateur, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception de ladite demande,
- envoi d'un avenant préalablement validé, au-delà de sept jours calendaires à compter de la réception dudit projet d'avenant par le Titulaire ;
- recours à la sous-traitance non déclarée préalablement à l'exécution d'une prestation

#### 5.4.3. Pénalités pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'insertion sociale

En cas de non-respect des obligations en matière d'insertion sociale, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire de quatre-vingt-dix (90) euros par heure non réalisée.

#### 5.4.4. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros par jour de carence constaté.

### 5.5. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique

#### 5.5.1. Si le Titulaire a la qualité de transporteur

Le Titulaire exécute personnellement les prestations, objet du présent marché public.

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, Le Titulaire peut faire appel à un ou plusieurs sous-traitants pour assurer l'exécution des prestations.

Lorsque le titulaire exécute le marché en qualité de transporteur public routier de marchandises, tout recours à un tiers pour l'exécution d'une partie des prestations est soumis aux dispositions du Livre Ier de la deuxième partie du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance.

Le titulaire est tenu de faire accepter chaque sous-traitant et agréer ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Le titulaire transmet à cette fin l'ensemble des renseignements et documents requis avant toute intervention du sous-traitant.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public.

Le Titulaire transmet à l'acheteur public les informations et documents requis pour chaque sous-traitant conformément à la réglementation en vigueur.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC ouvrant droit au paiement direct des prestations, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration de sous-traitance.

#### 5.5.2. Si le Titulaire à la qualité de commissionnaire de transport

Si le Titulaire agit en qualité de commissionnaire de transport, à ce titre, il organise et fait exécuter les opérations de transport sous sa responsabilité et en son nom propre par le(s) transporteur(s) de son choix.

Les transporteurs auxquels le Titulaire confie l'exécution des opérations de transport ne sont pas considérés comme des sous-traitants au sens de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

En effet, lorsque le titulaire exécute le marché public en qualité de commissionnaire de transport au sens du Code des transports, il organise librement, sous sa responsabilité et en son nom propre, les opérations de transport nécessaires à l'exécution du marché.

Le recours aux transporteurs exécutants choisis par le Titulaire pour réaliser matériellement les opérations de transport constitue donc une modalité normale d'exécution de son activité de commissionnaire et ne relève pas, en tant que tel, du régime de la sous-traitance prévu par le Code de la commande publique.

En conséquence, ces transporteurs exécutants ne sont pas soumis à une procédure d'acceptation préalable ni à l'agrément de leurs conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire demeure seul cocontractant du pouvoir adjudicateur et assume l'entière responsabilité des prestations exécutées par le(s) transporteur(s) auxquels il recourt.

Pour les besoins du suivi du marché public, le Titulaire commissionnaire communique :

- lors de la notification du marché public, la liste des transporteurs susceptibles d'intervenir dans son exécution ;
- en cours d'exécution, toute modification significative de cette liste sur demande du pouvoir adjudicateur ou selon une périodicité fixée par celui-ci.

Le Titulaire communique également les justificatifs attestant de la capacité des transporteurs à exercer l'activité de transport de marchandises.



Le Titulaire garantit que les transporteurs auxquels il recourt :

- sont régulièrement inscrits aux registres professionnels requis pour l'exercice de leur activité ;
- disposent des autorisations, licences et assurances obligatoires ;
- respectent l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicables au transport de marchandises.

Le pouvoir adjudicateur peut demander à tout moment la production des justificatifs correspondants.

Le Titulaire commissionnaire ne peut confier l'exécution des opérations de transport qu'à des entreprises de transport régulièrement habilitées. À la demande du pouvoir adjudicateur, il est tenu d'identifier, pour chaque prestation contestée ou faisant l'objet d'un contrôle, le transporteur ayant effectivement réalisé l'opération de transport concernée.

Le Titulaire commissionnaire de transport qui sous-traite la prestation de commissionnaire de transport est pleinement soumis aux obligations relatives à la sous-traitance qui découlent de la loi du 31 décembre 1975.

## **6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC**

### **6.1. Réunions de suivi**

Le RPA organise annuellement une réunion de suivi de l'exécution du marché public avec le Titulaire.

Le Titulaire adresse au RPA, tous les 6 mois à compter de la notification du marché public un état récapitulatif de l'exécution du marché public, tout établissement confondu.

Cet état mentionne, notamment :

- Par établissement, la désignation et les références des Services exécutés
- Le nombre de Services exécutés au global et pour chaque établissement régional
- Le chiffre d'affaires HT au cours de la période écoulée au global et pour chaque établissement régional
- Le cas échéant, les Services rejetés font l'objet d'une information complémentaire.
- La liste des incidents et actions correctives

### **6.2. Relations entre les parties**

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsable du déploiement et de l'exécution des Services.

De plus dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire désignera, pour chacune des 10 établissements régionaux, un représentant chargé des relations de proximité ;

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA ou les correspondants régionaux directement auprès des personnels précités.

Le RPA désigne un interlocuteur chargé des aspects techniques et un interlocuteur chargé des aspects administratifs au sein de la DAIM.

Chaque établissement désigne un interlocuteur unique chargé du suivi de l'exécution des prestations au niveau régional.



Une réunion nationale de démarrage sera organisée, après notification du présent marché, dans les locaux de l'EFS à Saint Denis (93) ou en visio-conférence selon les éventuelles contraintes sanitaires en vigueur) ; elle réunira à minima :

- ✓ Le représentant du Titulaire
- ✓ Le représentant de l'EFS en charge des aspects techniques
- ✓ Le représentant de l'EFS en charge des aspects administratifs.

Au cours de cette réunion seront abordés, entre autres :

- ✓ Les conditions de la mise en place du marché,
- ✓ La présentation des différents interlocuteurs et leur rôle respectif,
- ✓ Les points particuliers relatifs au déploiement des prestations dans chacune des 10 régions EFS

Une réunion similaire se tiendra ensuite dans chacun des 10 établissements régionaux de l'EFS.

Elle réunira à minima :

- ✓ Le représentant du Titulaire
- ✓ Le représentant de l'EFS en charge des aspects techniques
- ✓ Le représentant de l'EFS en charge des aspects administratifs
- ✓ Les représentants locaux du titulaire
- ✓ Le représentant de l'établissement régional en charge des aspects techniques

Le représentant de l'établissement régional en charge des aspects administratifs

Au cours de cette réunion seront abordés, entre autres :

- ✓ Les conditions de la mise en place du marché,
- ✓ La présentation des différents interlocuteurs et leur rôle respectif,
- ✓ Les points particuliers relatifs au déploiement des prestations au regard des spécificités propres à chacun des établissements.

### **6.3. Confidentialité**

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

### 6.3.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

### 6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## 7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

### 7.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

## 7.2. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 25 du CCAG FCS, il est prévu la clause de réexamen en cas de :

- Révision à la hausse du montant maximum contractualisé

Dans le cas où **le montant consommé au titre de l'exécution du présent accord-cadre atteint 75 % du montant maximum défini**, les parties co-contractantes conviennent alors de se rapprocher afin d'augmenter ledit montant maximum.

La mise en œuvre de la présente clause de réexamen à propos de l'augmentation du montant maximum fait l'objet d'échanges entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

Les modifications qui en résultent doivent être acceptées par les parties au présent accord-cadre, d'un accord commun et sont actées par voie d'avenant, par application des dispositions de l'article R.2194-1 du code de la commande publique.

### **7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles**

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG-FCS.

### **7.4. Evolutions administratives**

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence des Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références du Service considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à ce Service dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

### **7.5. Evolutions technologiques**

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Services nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouveaux Services, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les engagements contractuels volumes minima et maxima des Services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouveaux Services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

## **8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

En cas d'inexécution du Service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## **9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE**

### **9.1. Caractère et contenu des prix**

Les prix sont unitaires forfaitisés.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

Ils sont réputés comprendre, **sans exception(s) d'aucune(s) sorte(s)**, toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services, ainsi que tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'aux lieux de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

## 9.2. Forme et évolution des prix

Les prix du marché public sont des prix révisables dans les conditions ci-après :

### - Part du prix relatif au carburant

Conformément à l'article 23-III de la loi n°2006-10 du 5 janvier 2006, en phase exécution du marché public, le prix de transport initialement convenu est révisé de plein droit pour prendre en compte la variation des charges liée à la variation du coût du carburant.

Les charges de carburant sont déterminées, au jour de la commande de transport, par référence au prix du **gazole professionnel** publié par le **Comité National Routier** et à la part des charges de carburant dans le prix du transport, telle qu'établie dans les indices synthétiques du Comité national routier.

Le prix hors taxe du transport initialement convenu est révisé de plein droit en appliquant aux charges de carburant hors taxe la variation de l'indice gazole publié par le Comité national routier sur la période allant de la date de la commande de l'opération de transport à sa date de réalisation.

Le Titulaire indique en pourcentage dans le bordereau des prix la charge que le carburant représente dans la structure de son prix.

À défaut d'indication, il est considéré que les charges de carburant représentent **13% de son prix**.

La variation est calculée entre l'indice du mois de la date de remise des offres et **l'indice du mois M-1 de facturation**.

La facture fait apparaître les charges de carburant supportées par l'entreprise pour la réalisation de l'opération de transport.

### - Part du prix relatif aux salaires des personnels de transport

Les prix du marché public sont des prix révisables sur la part du prix relative aux salaires des agents de transport.

Formule commune aux 2 lots :

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P0 [0,15 + 0.85 \times (I/I0)]$$

Dans laquelle :

- P = Prix révisé.
- P0 = Prix initial indiqué en annexe de l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois d'établissement de l'offre.

- I0 = Indice des taux de salaire horaire des ouvriers et des employés - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) - correspondant à l'indice du trimestre à la date de signature du marché public. (Identifiant INSEE : 010562812)
- I = I0 = Indice des taux de salaire horaire des ouvriers et des employés - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) - correspondant au dernier indice trimestriel connu lors de la demande de révision des prix. (Identifiant INSEE : 010562812).

La révision s'opère à la baisse ou à la hausse.

Les prix du marché public révisés **ne pourront être supérieurs à 3 % l'an**.

Les révisions non réclamées par le Titulaire en cours d'exécution du marché public selon la périodicité fixée par la présente clause, donc non appliquées sont perdues.

Dès lors que la variation des prix dépasse le pourcentage fixé, l'EFS se réserve le droit de résilier le marché public de façon unilatérale, sans que le Titulaire, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG FCS, puisse prétendre à indemnité pour compenser la rupture des relations contractuelles.

La demande de révision doit être formulée par lettre recommandée avec avis de réception postal, sous peine de forclusion, **deux mois avant la date d'anniversaire du marché public**, le cachet de la poste faisant foi.

Le calcul de la révision des prix est à la charge du Titulaire s'il entend en bénéficier. Son omission lors d'une demande de paiement ne pourra donner lieu à une quelconque régularisation par la suite.

### 9.3. Arrondi

Lors de la mise en œuvre de la révision des prix, telle que décrite ci-dessus, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec **au maximum deux décimales**. Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

### 9.4. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

### 9.5. Modalités de facturation et de règlement

#### 9.5.1. Facturation

Après exécution de chaque bon de commande, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- la quantité et la désignation des Services exécuté et l'assurance ad valorem le cas échéant ;
- le montant hors TVA des Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date des prestations effectuées ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

### 9.5.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

### 9.5.3. Délai global de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de soixante (60) jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture (le délai de paiement est néanmoins estimé à trente (30) jours). La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée constatée, elles donnent lieu à un avoir.

Chaque Etablissement se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.



#### 9.5.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de soixante jours (60) jours maximum pour l'EFS.

#### 9.5.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

#### 9.5.6. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

#### 9.5.7. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est :

- l'Agent Comptable Principale de l'EFS désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins du Siègne de l'EFS ;
- le Comptable secondaire de chaque ETS, désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins respectifs des Etablissements locaux de l'EFS ;

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est le RPA.



## 10. RESPONSABILITE - ASSURANCES

### 10.1. Assurance responsabilité civile

Le Titulaire dispose d'une assurance responsabilité civile couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue par le transporteur pour les pertes, dommages corporels, matériels, immatériels relatifs aux marchandises qu'il transporte.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, l'attestation d'assurance responsabilité civile du Titulaire est remise par le Titulaire à l'EFS avant le commencement d'exécution des prestations (dans le délai de 8 jours après demande du coordonnateur au Titulaire) et jusqu'à la fin de ses prestations.

Le Titulaire et les sous-traitants (au sens du code de la commande publique) désignés dans le marché public devront justifier au moment de sa notification, puis en cours d'exécution, de cette attestation d'assurance en cours de validité et portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat.

### 10.2. Assurance « ad valorem »

Sur demande du pouvoir adjudicateur, le Titulaire souscrit une assurance couvrant les marchandises transportées pendant toute la durée du transport, depuis l'enlèvement jusqu'à la livraison.

L'assurance ad valorem garantit l'indemnisation des produits transportés à leur valeur réelle, pour l'ensemble des produits fixés sur l'annexe, sans exception.

Cette garantie s'applique y compris lorsque la responsabilité du Titulaire n'est pas engagée (ex. : tempête, catastrophe naturelle).

L'assurance ad valorem couvre l'ensemble des dommages pouvant affecter les produits transportés.

Les risques à couvrir et les valeurs à garantir sont explicitement spécifiés par l'EFS au moment du bon de commande de transport, par tout moyen électronique valide de transmission et de conservation des données. À défaut de précisions suffisantes, seuls les risques dits ordinaires seront assurés et notamment :

- Accident, destruction, incendie, catastrophe naturelle, casse, détérioration, vol, disparition accidentelle,
- Non-respect des conditions de transport (ex. : variations de température, emballages défectueux, etc.).

Le Titulaire s'engage, conformément à la déclaration de valeur réelle faite par l'EFS, à assurer l'indemnisation des produits détériorés, ainsi que la prise en charge des frais de traitement éventuels.

L'EFS s'engage à fournir des informations complètes et détaillées concernant les marchandises transportées, y compris leur nature exacte, leur dangerosité éventuelle, leur conditionnement, leur poids brut, ainsi que les instructions spécifiques nécessaires au transport sécurisé. Tous les colis sont conditionnés, emballés, marqués ou contremarqués de manière appropriée et, le cas échéant, portent un étiquetage adapté au suivi des colis et à l'identification des marchandises, conformément aux réglementations en vigueur.

En cas de marchandises dangereuses ou réglementées, l'emballage et l'étiquetage doivent

obligatoirement être conformes aux normes légales applicables. L'envoi ne doit en aucun cas constituer un danger pour les personnes, les autres marchandises transportées, ou les moyens de transport utilisés.

Le Titulaire souscrit l'assurance auprès d'une compagnie notoirement solvable. Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, l'attestation d'assurance ad valorem est remise par le Titulaire à l'EFS avant le commencement d'exécution des prestations (dans le délai de 8 jours après demande du coordonnateur au Titulaire).

Les exclusions conventionnelles doivent être clairement établies et respecter les dispositions légales relatives à la responsabilité du transporteur. Toute limitation ou exclusion de responsabilité devra être portée à la connaissance de l'EFS et acceptée par écrit.

A défaut de détermination des éléments de poids et de valeur des produits consommables, l'indemnisation due par le Titulaire correspond à la valeur moyenne d'une palette de marchandises à transporter, soit 5 000 € HT.

Le taux correspondant à l'assurance ad valorem figure dans le Bordereau des prix.

## **11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)**

### **11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

### **11.2. Résiliation aux torts et aux griefs du Titulaire**

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

### **11.3. Résiliation pour évènements liés au marché**

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure

Par dérogation aux articles 3.8.3 et 40.2 du CCAG FCS, le titulaire ne dispose pas de la faculté de demander la résiliation du marché pour ordre de service tardif.

### **11.4. Exécution aux frais et risques**

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

## **12. LITIGES**

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

## **13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE**

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/fr>